

Pays pour tous ou politique identitaire ? Quel Pays voulons-nous ?

**Se prononcer là-dessus est devenu essentiel.
Pourquoi ?**

RENCONTRE LE JEUDI 27 NOVEMBRE, à 18h30

*Nous avançons la thèse suivante : si nous ne savons pas développer une véritable puissance des gens **autour du principe que le pays doit être pour tous ceux qui y vivent**, et que toute personne doit être reconnue et respectée, alors des politiques de tensions, pouvant aller jusqu'à des tentatives de guerres civiles, vont se développer et structurer de nombreux habitants du pays. C'est ce que certains tentent déjà de mettre en place autour de politiques de séparation des habitants et de tensions extrêmes à partir de thèses et propositions identitaires. Ce phénomène existe aujourd'hui à échelle mondiale.*

1. Au nom de « l'identitaire », le pire se dit et se pratique :

- on a, par exemple, les discours et pratiques étatiques terribles envers les Roms, déclarés « sous-hommes » d'hier et d'aujourd'hui ; il y a, dans la même veine, tout ce qui catégorise les jeunes des quartiers populaires, les habitants de certaines origines, de certaine religion, les sans-papiers, les réfugiés etc...
- on a ceux qui se mettent dans ce sillage identitaire pour essayer d'exister : les Dieudonné/Soral, individus haineux et creux qui se disent « anti-système », suivis de près par un Zemmour qui prône son amour de Pétain pour mieux afficher son mépris des gens tels qu'ils sont aujourd'hui et qui font partie du pays ;
- on a aussi la mise en place, par l'état et les partis, de la catégorie « *les musulmans* » pour désigner des personnes précises à prendre comme cibles, comme ennemis intérieurs ; cette catégorie est aussi maniée par certains comme drapeau d'un pseudo-combat contre l'oppression.
- Et bien d'autres points encore que nous n'allons pas énumérer ici et qui mènent à la confusion la plus totale.

Tout cela, quels que soient ceux qui l'énoncent, se fait au nom d'une logique « identitaire » qui est présentée comme la seule façon possible de fonctionner aujourd'hui pour comprendre le présent et agir.

2. De quoi s'agit-il en fait ?

Les politiques identitaires visent à faire rentrer les gens dans des cases pré-définies, où il s'agit de se penser et de s'organiser groupe contre groupe, intérêt contre intérêt. Cela prend des formes diverses, de la couleur de peau à l'origine,

de la nationalité à la religion etc...

Le libre choix des gens, l'esprit critique, la moindre prise de position... ne sont alors plus évalués pour eux-mêmes, mais passés au crible de « qui le dit ? », signifiant : « *de quelle origine, de quelle identité, est la personne qui parle ?* », les choses devant se donner identité contre identité, et non plus pensée contre pensée, choix contre choix.

L'identitaire est là pour museler les gens, les séparer, les confronter. L'identitaire ouvre à la guerre.

3. Comment cela a-t-il pu se développer ?

Nous y voyons 2 causes essentielles :

- 1° cause : on est passés d'une dualité et d'un antagonisme de classes (bourgeoisie/prolétariat), à une dualité de tensions civiles qui peuvent aller jusqu'à la guerre civile : une grande partie du XIX^e et tout le XX^e siècle ont vu les conflits sociaux se penser et se déployer à partir d'une subjectivité de classe (le prolétariat), contre la bourgeoisie.
Certes, les classes existent toujours d'un point de vue sociologique, mais aujourd'hui, les énoncés « *mouvement ouvrier* » ou « *classe qui va libérer l'humanité* », ne constituent plus des termes des conflits et ne permettent plus d'en dégager des affirmations pertinentes.
Les pensées et pratiques identitaires ont pris la place de la lutte des classes, et portent la dualité au sein des habitants d'un même pays, d'une même population. Cela est devenu un tendance mondiale.
C'est là une des raisons qui font que les désignations d'ennemis intérieurs à combattre foisonnent et fusent de toute part (les immigrés, les jeunes des quartiers, les roms, les sans-papiers, les réfugiés, les musulmans, les juifs...); ***en bref, toute personne pouvant être désignée comme étrangère, en dehors du supposé groupe national.***
- 2° cause : une décision de l'Etat (*comme souvent avec ce genre de politique qui vise à séparer les gens*), et dans ce cas précis la création du « ministère de l'identité nationale » par Sarkozy. Ce ministère a eu pour fonction (réussie) de poser tout débat, tout point de vue, tout choix, toute pensée, à partir de l'origine, de la religion, de l'ethnie, du nationalisme. Le traitement des « différences » ainsi énoncées se fait alors par la violence à l'encontre des ceux considérés ***comme un problème ou étrangers à la nation*** .
La police, en charge de ce traitement, devient ainsi l'emblème de l'identité nationale « retrouvée ».
Le discours de Grenoble (30 Juillet 2010) constitue l'acte fondateur de cette politique étatique. Nous ne sommes pas encore sortis, du point de l'Etat, de ce qu'a ouvert ce discours comme proposition politique.

4. Antagonisme à l'Etat et guerre civile :

- Certains pensent que manier l'antagonisme à l'Etat peut permettre de retrouver un chemin « révolutionnaire ». Il y a quelque part, dans cette démarche d'affrontement généralisé à l'Etat, l'idée que désigner un ennemi commun (L'Etat) permettrait de sortir des difficultés actuelles pour élaborer

une politique d'émancipation. Mais l'antagonisme, qui a en son centre la prise de l'Etat, se retrouvant sans sujet historique (classe, peuple, masses...) ne peut qu'ouvrir et participer de la guerre civile. Et si guerre civile il y a, elle se fera dans le champ de l'identitaire (*ce n'est d'ailleurs pas un hasard si certains des identitaires actuels présentent leur démarche comme révolutionnaire par rapport au « système »*).

- Pour notre part, nous pensons que dans la période actuelle, l'antagonisme n'est la clé de rien, si ce n'est de la guerre de tous contre tous. L'antagonisme, c'est la possibilité qu'a l'Etat de s'affronter aux gens qui tentent des choses hors de son cadre. Laissons pour l'instant l'antagonisme à ce niveau. Ou dit autrement : on peut penser et agir sans être en reflet de l'Etat. ***Il ne s'agit pas d'être en recherche d'ennemis et d'opposition, il s'agit de se mettre en capacité de dire et pratiquer ce que l'on veut du point des gens, du point d'un « pour tous », à distance de l'état, sans être dans ses filets.***

D'ailleurs, les mouvements dans certains pays, quand il y en a comme en Tunisie, disent une seule chose : tel gouvernement doit partir, il doit cesser ses méfaits contre les gens, sa corruption a assez duré. Cela ne se fait pas au nom d'une dualité, d'une tentative d'insurrection pour la prise du pouvoir, mais à partir d'un point de vue sur l'état à un moment donné. Voilà aujourd'hui ce qu'on peut dire de ces mouvements. Il s'agit de prendre acte que la politique pensée et pratiquée du point de la dualité, c'est à dire du point de la prise de l'état, a cessé d'être. Cela ne sert à rien de vouloir la ressusciter.

5. Quel possible du point des gens ?

La proposition est la suivante : trouver les chemins qui permettent d'être, non dans la dualité, mais dans la capacité d'énoncer et pratiquer un « pour tous ». Cela demande une distance à l'Etat (ni entrisme, ni antagonisme) et une pensée/pratique du point des gens, du réel de leur vie, de la constitution de la pensée de chacun sur ce qu'on veut pour tous à partir de ce réel, et comment avancer ensemble là-dessus.

C'est pour cela que réfléchir et agir autour de ce que signifie « le pays pour tous », permet un autre possible que l'identitaire, et est praticable de suite.

Est en jeu une puissance des gens, autour de principes qui parlent pour tous.

C'est autour de ces points que nous invitons à la rencontre :

RENCONTRE LE JEUDI 27 NOVEMBRE, à 18h30

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse
Espace DURANTI, salle au 3^e étage

Dans le cadre des "***Rencontres pour penser l'Aujourd'hui***", proposées par "***CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS***".

Toulouse, le 09/11/2014

Site : ouvriersgensdici.net
Mail : ouvriersgensdici@free.fr
Tél : 06-13-06-94-62